

Bordereau attestant l'exactitude des informations - NANTERRE - 9201 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 10/09/2024 - 38936 - 1995 B 00698 - 398 410 126 - BIOGEN FRANCE SAS

BIOGEN FRANCE SAS
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 40 000 euros
Tour Cbx 1, Passerelle des Reflets,
92400 Courbevoie
RCS Nanterre 398 410 126

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE
EN DATE DU 16 AVRIL 2024

MINUTES OF THE GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS
16 APRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre Le seize avril,
Year two-thousand and twenty-four, the Sixteenth April

L'Associé unique de la société **Biogen France**, Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 euros, dont le siège social est situé Tour Cbx 1, Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 398 410 126, (ci-après la « **Société** »)

*The Shareholder of **Biogen France**, a simplified joint-stock company with a capital of 40,000 euros, whose head office is located at Tour Cbx 1, Passerelle des Reflets, 92400 Courbevoie, registered with the Nanterre Trade and Companies Register under number 398 410 126 (hereinafter the "Company")*

Le Société **Biogen Netherlands B.V.**, Société de droit néerlandais ayant son siège social sis Prins Mauritslaan 13-19, 1171 LP Badhoevedorp (Pays-Bas) représentée par Paul Edward van Gelder, (ci-après l'« **Associé unique** »)

***Biogen Netherlands BV**, a company incorporated under Dutch law and having its registered office at Prins Mauritslan 13-19, 1171 LP Badhoevedorp, The Netherlands, represented by Paul Edward van Gelder, (hereinafter the " Shareholder").*

A pris les décisions conformément à l'ordre du jour :
Made the decisions on the agenda:

- Transfert du siège social de la Société ;
- *Transfer of the Registered office of the Company;*
- Modification corrélative des statuts ;
- *Correlative amendment of the Articles of Association;*
- Pouvoir pour les formalités.

- *Powers of Attorney to carry out legal formalities.*

PREMIÈRE DÉCISION

FIRST DECISION

**- Transfert du siège social de la Société -
- Transfer of the registered office of the Company -**

L'Associé unique décide, conformément aux dispositions de l'Article 4 des Statuts de la Société, de transférer le siège social de la Société à compter du 1^{er} Septembre 2024 à l'adresse suivante :

The Shareholder resolves, in accordance with the provisions of article 4 of the Articles of Association, to transfer the registered office of the Company with effect from 1 September 2024 to the following address:

Tour Légende – PB6
20 place de la Défense
92800 Puteaux

DEUXIÈME DÉCISION

SECOND DECISION

**- Modification corrélative des statuts -
- Correlative amendment of the By-laws -**

En application de la décision qui précède, l'Associé unique décide de modifier corrélativement l'article 4 des Statuts, qui sera désormais rédigé comme suit :

Pursuant to the foregoing decision, the Shareholder decides to amend the related article 4 of the Articles of Association, which shall be phrased as follows:

«Le siège social de la société est fixé à Tour Légende – PB6, 20 place de la Défense, 92800 Puteaux. »

« *The registered address is fixed at: Tour Légende – PB6, 20 place de la Défense, 92800 Puteaux.* »

Le reste de l'article 4 demeure inchangé.

The rest of article 4 remains unchanged.

TROISIÈME DÉCISION

THIRD DECISION

**- Pouvoir pour les formalités -
- Power of Attorney to carry out legal formalities -**

L'Associé unique confère tous pouvoirs à Citco France SARL et ses employées Mouhamed Barro ou Binta Barry ou Citco Mercator, UAB et ses employées Daria Kolosovska, Marie Martinez, Auste

Juronyte ou Viktorija Sitnikaitė ou à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

The Shareholder grants full Power of Attorney to Citco France SARL and its employees Mouhamed Barro or Binta Barry or Citco Mercator, UAB and its employees Daria Kolosovska, Marie Martinez, Auste Juronyte or Viktorija Sitnikaitė or any holder of an original, extract or copy of this, to accomplish all formalities of publication as required.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé unique.

From the foregoing, these minutes were drawn up, which after reading were signed by the Shareholder's representative.

DocuSigned by:

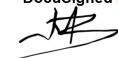
C61ECE069234455...

Biogen Netherlands B.V.

Associé unique

The Sole Shareholder

Représenté par Paul Edward van Gelder

DocuSigned by:

5510B9DA2BB94D1...

Le Président

The Chairman

Marina VASILIOU


BIOGEN FRANCE SAS

Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 euros
Siège social : Tour Légende – PB6, 20 place de la Défense, 92800 Puteaux

R.C.S. NANTERRE 398 410 126

STATUTS

MIS A JOUR LE 1 SEPTEMBRE 2024

DocuSigned by:

5510B9DA2BB94D1...

Copie certifiée conforme
Marina Vasiliou
Présidente

TITRE I - FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous forme de société anonyme aux termes d'un acte sous seing privé en 1994.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée suivant décision unanime des actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 décembre 2002.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est :

Biogen France SAS

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société continue d'avoir pour objet, en France et dans tous pays :

- la fabrication, l'assemblage, la commercialisation, la représentation, la distribution, l'importation, l'exportation de produits pharmaceutiques, parapharmaceutiques, tests de laboratoire, préparations pour diagnostics, tests in vitro et réactifs chimiques, et plus généralement de tous produits chimiques à usage médical, chirurgical, industriel ou scientifique, ainsi que tous logiciels, programmes d'ordinateurs, supports informatiques, appareils et instruments scientifiques et l'accomplissement de toutes prestations en relation avec les activités décrites ci-dessus ;
- création de sociétés nouvelles de souscription d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusions, d'association en participation ou autrement ;
- et généralement toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières ou financières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie à l'objet ci-dessus indiqué, ou étant autre objet similaire ou connexe.

La Société s'engage à la réalisation de cet objet dans le respect de toute réglementation applicable à celui-ci.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société reste fixé à Tour Légende – PB6, 20 place de la Défense, 92800 Puteaux.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil de direction, sous réserve de ratification de cette décision par les associés ou, le cas échéant, l'associé unique et partout ailleurs en vertu d'une décision des associés ou, le cas échéant, l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

TITRE II - CAPITAL – ACTIONS**ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

Lors de la constitution, il a été fait apport à la Société d'une somme de 40.000 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste fixé à la somme de 40.000 euros. Il est divisé en 2.500 actions d'une seule catégorie de 16 euros chacune, libérées intégralement.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux présents statuts.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

Le surplus doit être versé dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes *nominatifs purs* ou des comptes *nominatifs administrés* au choix de l'associé.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

2. Les actions sont librement cessibles et transmissibles.
3. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

TITRE III - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 - DIRECTION DE LA SOCIETE

13.1 Président

Désignation

La Société est dirigée par un Président personne physique ou morale ayant ou non la qualité d'associé.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, celle-ci est représentée par ses dirigeants. Les représentants légaux de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

En cours de vie sociale, le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective des associés statuant à la majorité simple des associés présents ou représentés ou par décision de l'associé unique, le cas échéant.

Le Président personne physique ou le représentant de la personne morale Président ne doit pas être âgé de plus de 70 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Durée des fonctions

La durée du mandat du Président est indéterminée, sauf stipulation contraire de la décision des associés ou de l'associé unique qui le nomme.

Dans le cas où la durée du mandat du Président est fixée par la décision des associés ou de l'associé unique qui le nomme, les fonctions de Président prennent fin par l'arrivée du terme fixé, néanmoins son mandat est renouvelable sans limitation.

Les fonctions du Président personne morale prennent également fin, en cas (i) d'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire, (ii) en cas de dissolution amiable ou (iii) d'ouverture à son encontre d'une procédure de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment, sans motifs ni indemnité, par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers du capital ou par décision de l'associé unique, selon le cas.

Tout Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de deux (2) mois, lequel pourra être réduit lors de la décision collective des associés ou de l'associé unique qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par décision collective des associés ou de l'associé unique, selon le cas.

Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du Président sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

A l'égard des tiers, la Société est représentée par son seul Président et, les cas échéant, par une ou plusieurs personnes portant le titre de Directeur Général dans les conditions fixées par les présents statuts.

Dans les rapports entre associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs accordés par les présents statuts au Conseil de direction et à la collectivité des associés ou à l'associé unique, selon le cas.

Comité d'entreprise

Dans les rapports entre la Société et son comité d'entreprise, le Président ou, le cas échéant, un Directeur Général désigné spécialement à cet effet par le Président, constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par les articles L 2323-62 à L 2323-66 du Code du Travail.

Afin de respecter ces droits, le Président ou, le cas échéant, un Directeur Général désigné spécialement à cet effet par le Président, organisera pour toutes les échéances importantes, notamment l'arrêté des comptes annuels, des réunions en présence des représentants du comité d'entreprise et ne prendra sa décision qu'après que ceux-ci aient pu s'exprimer.

Délégations des pouvoirs du Président

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci agit au sein de la Société exclusivement par son ou ses représentant(s) lég(al) (aux), personne(s) physique(s). Si elle désigne un représentant permanent distinct de son ou ses représentant(s) lég(al) (aux), celui-ci ou ceux-ci ne pourr(a) (ont) agir, vis-à-vis des tiers, que dans le cadre de délégations de pouvoir expresses.

En cas de changement de Président, les délégations de pouvoirs en cours subsistent sauf révocation par le nouveau Président.

13.2 Directeur général – directeurs généraux

Le Président peut être assisté par un ou plusieurs dirigeants personnes physiques ayant le titre de Directeur Général.

Le Directeur Général ou les Directeurs Généraux, le cas échéant, sont nommés par décision collective des associés statuant à la majorité simple des associés présents ou représentés ou par décision de l'associé unique, le cas échéant.

Sauf stipulation contraire des associés, ou de l'associé unique le cas échéant, lors de leur nomination, la durée de leur mandat est indéterminée.

Le mandat du Directeur Général (ou des Directeurs Généraux, le cas échéant) est révocable à tout moment, sans motifs ni indemnité, par décision collective des associés, ou de l'associé unique le cas échéant.

Les pouvoirs du Directeur Général sont fixés par décision collective des associés ou de l'associé unique le cas échéant, dans la limite des pouvoirs conférés au Président par les présents statuts. Ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

Toutefois, le Directeur Général a le même pouvoir que le Président pour représenter la Société à l'égard des tiers et agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Tout Directeur Général nommé à la fonction de Pharmacien Responsable de la Société aura un pouvoir de représentation de la Société à l'égard des tiers dans le cadre de toute activité pharmaceutique et notamment des missions prévues à l'Article 14 des statuts.

13.3 Conseil de direction

Composition du Conseil de direction

La Société peut comprendre un Conseil de direction composé d'au minimum trois membres, associés ou non. Lorsqu'une personne morale est désignée membre du Conseil de direction, elle doit désigner un représentant au sein du Conseil de direction.

Les membres du Conseil de direction sont désignés par la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas, à la majorité simple.

La révocation d'un membre du Conseil de direction est décidée, à tout moment, sans motifs ni indemnité, par la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas, à la majorité simple.

Les membres du Conseil de Direction sont nommés pour une durée indéterminée, sauf stipulation contraire lors de leur nomination par la collectivité des associés ou de l'associé

unique. Leurs fonctions prennent fin dans les mêmes conditions que celles fixées pour le Président.

Les fonctions des membres du Conseil de direction ne sont pas rémunérées. Toutefois, toutes les dépenses encourues par un membre du Conseil de direction dans l'exercice de ses fonctions seront remboursées par la Société au vu de justificatifs.

Le Conseil de direction élit un Président du Conseil de direction parmi ses membres.

Délibérations du Conseil de direction

Le Conseil de direction se réunit sur convocation du Président du Conseil de direction ou du tiers au moins de ses membres.

Les convocations, faites à l'initiative du Président du Conseil de direction, ont lieu par tous moyens, même verbalement. Les convocations faites à l'initiative des membres du Conseil de direction sont obligatoirement faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dix (10) jours au moins à l'avance.

Le Conseil de direction est convoqué et tient séance au siège social ou à tout autre endroit que désigne la convocation. Le Conseil de direction est présidé par le Président du Conseil de direction ou en son absence par un Président de séance désigné parmi les membres du Conseil de direction présents, à la majorité simple.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil de direction est nécessaire pour la validité des délibérations.

Le vote par procuration est admis.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des membres du Conseil de direction présents ou représentés.

Le Président, le Directeur Général ou les Directeurs Généraux, le cas échéant, peuvent assister aux réunions du Conseil de direction, et participer aux débats. S'ils ne sont pas membres du Conseil de direction, sans voix délibérative.

Les décisions du Conseil de direction pourront être adoptées au moyen de la signature d'un acte sous seing privé si tous les membres du Conseil de direction ou leurs mandataires signent l'acte.

Les décisions du Conseil de direction peuvent également être prises par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance. Les décisions du Conseil de direction seront ensuite matérialisées par un procès-verbal. La signature par télécopie ou par tout procédé électronique de ce procès-verbal sera autorisée et devra être suivie d'une signature en original de tous les membres du Conseil de direction dans les deux mois qui suivent les prises de décisions.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil de direction qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique ou de visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Pouvoirs du Conseil de direction

Les décisions suivantes sont prises par le Conseil de direction, et sont adoptées aux conditions de majorité fixées ci-dessus :

- le transfert du siège social en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe ;
- l'approbation du budget annuel et d'investissement (**le Budget**) de la Société et toute variation de poste supérieure à 5% ;
- l'approbation du programme prévisionnel d'embauche ;
- l'approbation du budget d'investissement immobilier ;
- les décisions relatives aux appels de fonds auprès des associés ou de l'associé unique, selon le cas.

Le Président devra obtenir l'autorisation expresse et préalable du Conseil de direction pour effectuer les opérations et engagements suivants :

- l'acquisition, la cession ou l'aliénation, par quelque moyen que ce soit, de tous biens ou droits immobiliers,
- l'acquisition, la cession ou l'aliénation, par quelque moyen que ce soit, de toutes participations dans toute société, groupement ou association,
- la création, la modification ou la rupture de tout accord de partenariat stratégique, de coopération ou de joint-venture,
- la création ou la fermeture de tout établissement secondaire, succursale ou division,
- la cession ou l'aliénation, par quelque moyen que ce soit, d'actifs stratégiques ou d'une valeur excédant deux cent mille (200.000) euros H.T. appartenant à la Société,
- la constitution de toute sûreté, caution aval ou garantie et notamment de tout nantissement, privilège, hypothèque, gage ou autre forme de sûreté ou garantie (à l'exception de crédits-baux) sur les actifs de la Société, en garantie d'engagements souscrits par la Société,
- la conclusion de tout contrat à des conditions autres que celles du marché ainsi que la conclusion de tout contrat, y compris à des conditions de marché, contenant un engagement financier pour la Société d'un montant dépassant la limite de deux cent mille (200.000) euros H.T.,
- la conclusion de tout contrat de prêt ou autre forme d'ouverture de crédit,
- l'ouverture ou la fermeture de comptes bancaires,
- la négociation avec les représentants des salariés de tout accord sur les retraites et le paiement de primes ou toute autre forme de rémunération basée sur le chiffre d'affaires,
- la souscription de tout engagement ou la participation à toute action n'entrant pas dans le cadre du budget annuel de la Société.

Le Conseil de direction est également chargé de la définition de la stratégie et de la politique générale de la Société. Il étudiera en outre, au besoin, à partir d'un rapport d'activité qui sera

préparé et présenté par son Président et, le cas échéant, son Directeur Général, les éléments qui s'écarteront du budget.

ARTICLE 14 - PHARMACIEN RESPONSABLE

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique, le pharmacien responsable de la Société aura soit la qualité de Président de la Société, soit de Directeur Général.

Il exercera les missions définies par la réglementation applicable et notamment l'article R5124-36 du Code de la santé publique, à savoir :

- L'organisation et la surveillance de l'ensemble des opérations pharmaceutiques de la Société, et notamment la fabrication, la publicité, l'information, la pharmacovigilance, le suivi et le retrait des lots, la distribution, l'importation et l'exportation des médicaments, produits objets ou articles concernés ainsi que toutes les opérations de stockage correspondantes;
- La surveillance des conditions de transport afin que celles-ci garantissent la bonne conservation, l'intégrité et la sécurité des médicaments, produits, objets ou articles;
- La signature, après avoir pris connaissance du dossier, des demandes d'autorisation de mise sur le marché présentées par la Société et toute autre demande liée aux activités qu'il organise et surveille;
- La participation à l'élaboration du programme de recherche et d'études;
- L'autorité sur les pharmaciens délégués et assistants; l'agrément à leur engagement et la consultation sur leur licenciement;
- La désignation de pharmaciens délégués intérimaires;
- La signalisation aux autres dirigeants de la Société tout obstacle ou limitation à l'exercice de ces attributions.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses dirigeants (Président, Conseil de direction, Directeurs généraux, directeurs...), l'un des associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ou une Société contrôlant un associé, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres organes de direction d'en supporter les conséquences courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres organes de direction de la Société.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, il sera seulement fait mention au Registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses dirigeants.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

2. Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 - DECISIONS DES ASSOCIES

17.1. Nature et conditions d'adoption des décisions des associés

17.1.1 Doivent être prises par la collectivité des associés, ou par l'associé unique selon le cas, toutes décisions en matière :

- d'augmentation, de réduction, d'amortissement du capital social,
- d'émission de toutes valeurs mobilières,
- de fusion, de scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- de nomination et révocation du Président, des Directeurs Généraux et des membres du conseil de direction,
- de nomination de commissaires aux comptes,
- d'approbation des comptes annuels et d'affectation des bénéfices ou pertes,
- de conventions réglementées visées à l'article 15 des statuts,
- de transfert du siège social en dehors du même département ou d'un département limitrophe,
- de modification statutaire quelconque,
- de dissolution de la Société,
- de nomination du liquidateur et de liquidation,
- de création, transformation, fusion, absorption, liquidation de toute filiale de la Société,
- d'adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

Toutes les décisions collectives d'associés seront adoptées à la majorité simple des voix, que ce résultat soit obtenu par le vote d'un seul ou de plusieurs associés.

17.1.2 L'adoption ou la modification de clauses statutaires concernant :

- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé,
- la suspension des droits de vote ou l'exclusion d'un associé dont le contrôle est modifié,

ainsi que :

- la transformation de la Société en société en nom collectif,

devront être décidées à l'unanimité des associés.

Par ailleurs, la transformation de la Société en société en commandite simple ou par actions sera décidée à la majorité requise pour la modification des statuts mais avec l'accord du ou des associés de la présente Société qui deviendraient associés commandités.

17.2. Modalités de consultation des associés

17.2.1 Associé unique

Les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative soit du Président, soit d'un ou plusieurs associés titulaires de cinq pour cent (5 %) au moins des actions de la Société ou en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, soit, le cas échéant par le comité d'entreprise dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires, ou encore par les commissaires aux comptes, ceux-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec avis de réception, d'organiser la consultation des associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par toute personne de son choix, associé ou non, laquelle doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée, par consultation écrite, télécopie, télex, courrier électronique, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé signé par les associés ou leurs mandataires.

Les décisions visées à l'article 17.1.2 devront obligatoirement être prises en assemblée générale. En revanche, le mode de consultation des associés pour les décisions visées à l'article 17.1.1 sera laissé au libre choix du Président de la Société ou de l'initiateur de la consultation.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, de visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Assemblée générale

Lorsqu'une décision collective doit être prise en assemblée générale, une convocation doit être adressée par lettre simple ou télécopie à chaque associé, indiquant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, avec un préavis de dix (10) jours aux fins de permettre aux associés de participer à cette assemblée.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour; toutefois, si un associé estime qu'il n'est pas informé de manière appropriée pour voter sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, cet associé peut demander que cette question soit examinée lors d'une prochaine assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit un président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans la convocation.

Consultation écrite

Lorsqu'une décision collective est prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé par l'initiateur de la consultation à chaque associé par lettre simple, télécopie, télex ou courrier électronique.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours suivant la réception de cette lettre pour adresser au Président leur acceptation ou leur refus également par lettre simple, télécopie, télex, correspondance ou courrier électronique. Tout associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposée(s).

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du Président toutes explications complémentaires.

Autres modes de consultation

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée ou que par acte sous seing privé, les associés doivent transmettre leur vote au Président, ou à l'initiateur de la convocation si ce dernier n'est pas le Président, par télécopie, télex, correspondance ou courrier électronique, au plus tard à la date fixée par l'auteur de la consultation pour la décision collective. Le vote transmis par chacun des associés est définitif.

Tout associé qui émet un vote d'abstention sur une résolution est réputé avoir émis un vote négatif sur ladite résolution proposée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus ou qui omet de faire mention d'une indication de vote sur une résolution est réputé absent pour le vote de la résolution considérée ; ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité pour le vote de cette même résolution.

Comité d'entreprise

Les représentants du comité d'entreprise, si la Société en est pourvue, désignés conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1 du Code du travail, doivent être convoqués aux assemblées générales dans les mêmes formes et selon les mêmes délais que les associés.

Des demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales peuvent être adressées par le comité d'entreprise représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par un moyen électronique de télécommunication, dans un délai de vingt-cinq (25) jours au moins avant la date de l'assemblée générale réunie sur première convocation. Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le dirigeant de la Société accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée ou par un moyen électronique de télécommunication dans les conditions définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, au représentant du comité d'entreprise, dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

Les représentants du comité d'entreprise désignés conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1 du Code du travail peuvent également assister à toute délibération des associés énumérée à l'article 17.1 des présents statuts et devant être prise à l'unanimité, au cours d'une

réunion pendant laquelle se déroule un débat, même si elle n'intervient pas formellement dans le cadre d'une assemblée générale.

La mise à disposition du comité d'entreprise des documents visés à l'article L. 432-4 du Code du travail intervient dans les mêmes formes et les mêmes délais que pour les associés.

17.2.2 Associé unique

Les décisions de l'associé unique sont prises à la seule initiative de l'associé unique ou provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige soit par le Président, ou en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, soit, le cas échéant par le comité d'entreprise dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires, ou encore par les commissaires aux comptes, ceux-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec avis de réception, d'organiser la consultation de l'associé unique.

Si l'initiateur de la consultation n'est pas l'associé unique, celui-ci doit adresser à l'associé unique une convocation indiquant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, par lettre simple, télécopie, télex ou tout moyen électronique de télécommunication dix (10) jours au moins avant la date fixée par l'auteur de la consultation pour la prise des décisions et doit communiquer à l'associé unique un rapport, le texte des projets de décisions, ainsi que tout document utile à l'information de l'associé unique, préalablement à la prise des décisions.

Les représentants du comité d'entreprise désignés conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1 du Code du travail doivent être mis en mesure d'être entendus lors de toute décision visant l'adoption ou la modification de clauses statutaires visées par l'article L. 227-19 du Code de commerce.

17.2.3 Lorsque les dispositions légales prévoient l'intervention d'un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes préalablement à l'assemblée générale, l'associé unique ou les associés, selon le cas, devra(ont) l'/les informer en temps utile pour qu'il(s) puisse(nt) accomplir sa/leur mission.

17.3 Constatation des décisions du (des) associé(s)

17.3.1 Pluralité d'associés

Les associés prenant part aux débats par conférence téléphonique ou visioconférence peuvent demander à signer une copie du procès-verbal pour approbation, ou le Président de séance peut leur demander de confirmer leur vote par tout moyen.

Les décisions de la collectivité des associés résultant du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé indiquent la date de la décision, l'identité de tous les associés participants et de leurs mandataires (pour les personnes morales, le représentant), les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats et le cas échéant, le texte des résolutions sur lesquelles porte la décision. L'acte constatant la décision est signé par chacun des associés.

En cas de pluralité d'associés et de consultation organisée autrement qu'en assemblée ou que par un acte seing privé signé par tous les associés, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation par lettre simple, télécopie, télex ou courrier électronique, au plus tard dans les cinq (5) jours de la date de la décision collective.

Les procès-verbaux de décisions collectives d'associés sont établis et signés par le Président.

Ces procès-verbaux doivent comporter les mentions suivantes :

- la liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions,
- les noms des associés ayant participé au vote ou à la réunion avec le nom de leur représentant,
- la liste des documents et rapports communiqués aux associés,
- le texte des résolutions proposées au vote des associés,
- le résultat des votes,

le cas échéant :

- la date et le lieu de l'assemblée,
- le nom et la qualité du président de l'assemblée,
- la présence ou l'absence des commissaires aux comptes,
- un résumé des explications de vote ou des débats ou des communications des commissaires aux comptes expressément destinées à être portées à la connaissance des associés.

Aux procès-verbaux doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article 10 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

17.3.2 Associé unique

Les décisions prises par l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux qui indiquent les documents et, le cas échéant, les rapports examinés et le texte des décisions adoptées. Les procès-verbaux sont signés par l'associé unique et par le Président de la Société, le cas échéant séparément.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article 10 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 20 - INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le Président établit le rapport de gestion qui précise notamment la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Le Président établit également, le cas échéant, (i) les comptes consolidés et le rapport de gestion du groupe (ii) les documents de gestion prévisionnelle dans le respect des délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice de la Société diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, il est ensuite prélevé, les sommes que les associés ou l'associé unique, selon le cas, jugent à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Les associés ou l'associé unique, selon le cas, peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les associés ou l'associé unique, selon le cas, statuant sur les comptes de l'exercice peuvent accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par les associés ou l'associé unique, selon le cas, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction dans les conditions fixées par la Loi fiscale.

ARTICLE 22 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par les associés ou l'associé unique, selon le cas, ou, à défaut, par le Conseil de direction.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice social et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil de direction est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés, ou une décision de l'associé unique, selon le cas, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision des associés ou de l'associé unique, selon le cas, doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'observation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en société de toute autre forme dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et des autres organes sociaux, le mandat des commissaires aux comptes pouvant être maintenu. Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers. Cette transmission est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Si la Société comprend un seul associé personne physique ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La décision collective des associés, ou de l'associé unique personne physique selon le cas, qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Sous réserve des dispositions de l'article 11 des présents statuts, les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

TITRE VII - CONTESTATIONS

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

CLAUSE	PAGE
TITRE I - FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR!
ARTICLE 1 - FORME	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 2 - DENOMINATION	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 3 - OBJET	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 5 - DUREE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE II - CAPITAL – ACTIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE III - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 13 - DIRECTION DE LA SOCIETE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 14 - PHARMACIEN RESPONSABLE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA DIRECTION ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 17 - DECISIONS DES ASSOCIES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE V - EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 20 - INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 22 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL	ERROR!
BOOKMARK NOT DEFINED.	
ARTICLE 24 - TRANSFORMATION	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
TITRE VII - CONTESTATIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
ARTICLE 26 - CONTESTATIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.